

## MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives de travailleurs. — Place vacante d'un conseiller social effectif au titre de travailleur ouvrier à la Cour du travail d'Anvers

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, rue Belliard 53, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

## MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. — Openstaande plaats van een werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-arbeider bij het Arbeidshof te Antwerpen

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Belliardstraat 53, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Erkenning van laboratoria en instellingen in toepassing van het koninklijk besluit van 13 december 1966 betreffende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkennig van de laboratoria en instellingen die belast zijn met de monsternemingen, ontleding, proeven en onderzoekingen, in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging. — Lijst der erkende laboratoria en instellingen (*Belgisch Staatsblad* van 14 februari 1967). — Aanvulling

De Vereniging der Belgische Industriëlen, v.z.w., André Drouardlaan 27-29, 1160 Brussel; erkenning beperkt tot de opdrachten voorzien bij artikel 5, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, en artikel 7, van de wet van 28 december 1964 (ministerieel besluit van 31 juli 1968).

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

11 MAI 1987. — Circulaire

Permutation de membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon ayant appartenu aux services centraux de l'ancien Institut national du Logement

1. Des membres du personnel de l'ancien Institut national du Logement ont été transférés d'office à la Région wallonne, et cela par un arrêté royal du 23 février 1987, dont certains appartenaient aux services centraux de cet organisme.

La réglementation (1) prévoit pour les derniers cités, la possibilité d'un retour à un organisme d'intérêt public national, sis à Bruxelles, par le biais de la permutation de membres du personnel. Ces permutations ne peuvent toutefois avoir lieu qu'après la fixation du siège administratif de ces services centraux; et pour autant que ce siège soit fixé, pour tout ou partie, en dehors de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

2. L'Exécutif régional wallon a fixé, pour partie au moins, le siège des services centraux de l'ancien Institut national du Logement à Namur: cette décision a été publiée au *Moniteur belge* du 7 mai 1987.

Pour pouvoir entamer la procédure de permutation, il fallait encore fixer la date de début de la période de trente jours durant laquelle les membres du personnel concernés peuvent introduire une demande de permutation.

Pour l'arrêté royal du 11 mai 1987, cette date a été fixée au 15 mai 1987. Concrètement, cela signifie que les intéressés disposent au plus tard jusqu'au 13 juin 1987 inclus, du temps nécessaire pour introduire leur demande.

3. *Qui peut introduire une telle demande ?*

La demande peut être introduite par tous les membres du personnel qui appartenaient aux services centraux de l'ancien Institut national du Logement, lors de leur transfert à la Région wallonne, le 1er mars 1987, à condition qu'ils n'aient obtenu aucune promotion, ni changement de grade dans les Services de l'Exécutif.

(Il est fait exception pour la promotion obtenue en application du principe de la carrière plane.)

(1) Voir l'arrêté royal du 13 mai 1985 relatif au transfert des membres du personnel de l'Institut national du Logement (*Moniteur belge* du 14 mai 1985).

#### 4. Ne peuvent introduire une telle demande :

- les membres du personnel qui appartiennent aux services extérieurs de l'ancien Institut national du Logement;
- les chômeurs mis au travail;
- tous les autres membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, non visés par le point 3.

#### 5. Procédure à suivre :

Les membres du personnel intéressés doivent utiliser les formulaires annexés à la présente circulaire. Ils mentionnent dans leur demande, selon le cas, le ou les organismes d'intérêt public au(x)-quel(s) ils souhaitent être affectés. Le cas échéant, ils mentionneront leur ordre de préférence.

La liste de ces organismes est reprise exhaustivement en annexe n° 3, à la présente circulaire.

Il y a lieu de noter que toute autre destination mentionnée dans la demande, ne pourra être prise en compte. Lors du traitement de la demande, il ne sera pas tenu compte non plus de souhaits spécifiques tels que la mention d'une résidence administrative autre que Bruxelles-Capitale ou d'un service précis au sein de l'organisme demande.

La demande qui contiendrait de telles spécifications sera considérée comme valable, sans prendre en considération ces desiderata. La réglementation prévoit en effet uniquement l'affectation à un organisme d'intérêt public situé à Bruxelles et non visé par la loi du 28 décembre 1984.

#### 6. Procédure relative à la demande :

##### 6.1. Introduction de la demande :

Les agents doivent introduire une demande en double exemplaire auprès de leur chef hiérarchique le plus élevé en grade, dont ils relèvent.

L'un suivra la voie hiérarchique et sera conservé au sein des Services de l'Exécutif. L'autre exemplaire sera envoyé simultanément par lettre recommandée à la poste directement au chef de l'administration qui transmettra la demande au Premier Ministre.

La date du dépôt de l'envoi recommandé fera foi. Le dépôt pourra être fait à partir du 15 mai 1987 jusqu'au 13 juin 1987 inclus. Les formulaires ci-annexés (annexes n°s 1 et 2) seront les seuls utilisés par les membres du personnel.

##### 6.2. Durée de validité de la demande :

Les demandes conformes à la présente circulaire, demeurent valables, tant qu'elles ne sont pas satisfaites, tant qu'elles ne sont pas retirées ou tant que les intéressés n'ont pas obtenu un changement de grade ou une promotion sauf si la promotion est obtenue en application du principe de la carrière plane.

##### 6.3. Retrait de la demande :

Le retrait de la demande s'effectue selon la même procédure que l'introduction et en deux exemplaires.

#### 7. Opposition :

Dans l'intérêt du service, la demande d'un membre du personnel occupant un grade du niveau 1 ou d'un grade d'un niveau inférieur pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis, peut être bloquée durant trois ans au maximum. L'intéressé doit être informé de cette décision. S'il occupe un grade du rang 10 ou inférieur, il peut introduire un recours contre cette décision auprès de la Commission de recours instituée auprès du Service d'Administration générale de la Fonction publique, dans les trente jours de la notification de cette décision. (Arrêté ministériel du 5 mars 1980, modifié par l'arrêté ministériel du 13 octobre 1983.)

Ce recours est à envoyer par lettre recommandée à la poste, aux « Services du Premier Ministre, Restructuration des parastataux : Commission de recours, rue de la Loi 16, à 1000 Bruxelles ».

Le Premier Ministre transmettra les recours. La décision de la Commission est sans appel.

#### 8. Réalisation de la permutation :

Le Premier Ministre est chargé de veiller à la réalisation concrète des permutations.

Pour ce faire, il effectuera, par l'intermédiaire des ministres de tutelle intéressés, un appel aux candidatures dans les organismes d'intérêt public nationaux, en vue de satisfaire les demandes valables introduites en application de la présente circulaire.

Ensuite, il dressera des listes d'attente des demandeurs des deux côtés. Les permutations se feront ensuite, suivant l'ordre de ces listes, entre les membres du personnel du même grade.

Le Premier Ministre communique les noms des membres du personnel permutable aux ministres de tutelle concernés d'une part, et au Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon d'autre part. Les autorités compétentes, chacune pour ce qui la concerne, prennent simultanément un acte portant la nouvelle désignation.

Les membres du personnel ainsi permutés doivent occuper leur nouvel emploi dans les trente jours suivant la notification de leur nouvelle affectation.

Il y a lieu de noter que, dans ce dernier cas, chaque agent acquiert le nouveau statut administratif et pérenne de l'organisme dans lequel il est permuté et perd donc le statut lié à son ancienne affectation.

#### 9. Demandes non satisfaites par permutation :

Si les listes d'attente ne comportent plus de candidats adéquats à la permutation, les membres du personnel dont la demande est demeurée valable, sont mis à la disposition du Service de réaffectation du Ministère de la Fonction publique. Ils sont alors réaffectés, conformément aux dispositions réglant la mobilité d'office de l'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics.

Le Ministre-Président,  
M. Wathelet.

Annexe 1

Exemplaire à envoyer par recommandé à Monsieur le Secrétaire général, J.-M. Quintin,

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE  
 rue Montoyer 3  
 1040 Bruxelles

**DEMANDE DE PERMUTATION**

Dans le cadre de l'arrêté royal du 13 mai 1985 (article 4, § 1er)

Nom et prénoms : .....

Adresse : .....

Date de naissance : .....

Service d'origine (pour les agents transférés) : .....

Grade : .....

Niveau : .....

Qualité : définitif, stagiaire, temporaire ou contractuel (1)

Ancienneté de service : ..... A ..... M  
 (au 15 mai 1987)

Ancienneté de grade : ..... A ..... M  
 (au 15 mai 1987)

Date d'entrée en service dans un ministère dans un } (2) : .....  
 emploi à temps plein sans interruption volontaire }

Le soussigné demande à être affecté dans le ou les organisme(s) d'intérêt public suivant(s) (3) : .....

Date : .....

Signature : .....

<p>Le soussigné, chef de service du personnel, confirme que les données précitées sont exactes.</p> <p>Date : .....</p> <p>Grade et signature : .....</p> <p>(cachet du service)</p>	<p>Opposition ministérielle éventuelle                  Oui / Non</p> <p>Date de la notification :</p>
--	--

(1) Biffer les mentions inutiles.  
 (2) uniquement pour les membres du personnel non nommés à titre définitif.  
 (3) Voir annexe 3.

## Annexe 2

Exemplaire à transmettre par la voie hiérarchique

**DEMANDE DE PERMUTATION**

Dans le cadre de l'arrêté royal du 13 mai 1985 (article 4, § 1er)

Nom et prénoms : .....  
 Adresse : .....  
 Date de naissance : .....  
 Service d'origine (pour les agents transférés) : .....  
 Grade : .....  
 Niveau : .....  
 Qualité : définitif, stagiaire, temporaire ou contractuel (1) .....  
 Ancienneté de service : ..... A ..... M  
 (au 15 mai 1987)  
 Ancienneté de grade : ..... A ..... M  
 (au 15 mai 1987)  
 Date d'entrée en service dans un ministère dans un  
 emploi à temps plein sans interruption volontaire ] (2) : .....  
 Le soussigné demande à être affecté dans le ou les organisme(s) d'intérêt public suivant(s) (3) : .....

Date : .....

Signature :

<p>Le soussigné, chef de service du personnel, confirme que les données précitées sont exactes.</p> <p>Date : .....</p> <p>Grade et signature :</p> <p>(cachet du service)</p>	<p>Opposition ministérielle éventuelle Oui / Non</p> <p>Date de la notification :</p>
--	---

(1) Biffer les mentions inutiles.

(2) uniquement pour les membres du personnel non nommés à titre définitif.

(3) Voir annexe 3.

## Annexe 3

## Liste des organismes d'intérêt public concernés par la permutation

1. Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité;
2. Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge;
3. Office national des Pensions;
4. Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales;
5. Fonds des accidents du travail;
6. Fonds des maladies professionnelles;
7. Fonds national de retraite des ouvriers mineurs;
8. Institut national d'assurance maladie-invalidité;
9. Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;
10. Office national de sécurité sociale;
11. Office national des vacances annuelles;
12. Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage;
13. Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;
14. Institut d'expertise vétérinaire;
15. Institut national des assurances sociales pour travailleurs indépendants;
16. Fonds des routes;
17. Régie des bâtiments;
18. Institut géotechnique de l'Etat;
19. Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles;
20. Office de sécurité sociale d'outre-mer;
21. Institut géographique national;
22. Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire;
23. Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires;
24. Office national du lait et de ses dérivés;
25. Office national des débouchés agricoles et horticoles;
26. Institut belge de normalisation;
27. Office de contrôle des assurances;
28. Office belge de l'économie et de l'agriculture;
29. Fonds national de garantie des bâtiments scolaires.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

11. MAI 1987. — Rundschreiben

**Permutation von Personalmitgliedern der Wallonischen Regionalexekutive, die den zentralen Diensten des ehemaligen « Institut national du Logement » (nationales Wohnungsinstitut) angehört haben**

1. Personal-Mitglieder des ehemaligen nationalen Wohnungsinstituts wurden von Amts wegen zur wallonischen Region transferiert, und dies durch königlichen Beschluss vom 23. Februar 1987; einige unter ihnen gehörten den zentralen Diensten dieses Organismus an.

Die Dienstvorschrift (1) sieht für die letztgenannten die Möglichkeit vor, zu einem nationalen Organismus öffentlichen Interesses mit Sitz in Brüssel zurückzukehren, mittels Permutation (Austausch) von Personalmitgliedern. Diese Permutationen, können jedoch nur nach Festlegung des Verwaltungssitzes dieser zentralen Dienste stattfinden, und vorausgesetzt, dass dieser Sitz gänzlich oder zum Teil ausserhalb des Bezirks Bruxelles-Capitale (Brüssel-Hauptstadt) festgelegt wird.

2. Die Wallonische Regionalexekutive hat zumindest teilweise Namur als Sitz der zentralen Dienste des ehemaligen nationalen Wohnungsinstituts bestimmt: diese Entscheidung wurde im belgischen Gesetzblatt (*Moniteur belge*) vom 7. Mai 1987 veröffentlicht.

Um die Permutationsprozedur einleiten zu können, musste noch das Datum des Beginns der 30-Tage-Periode festgelegt werden, während welcher die betroffenen Personalmitglieder einen Permutationsantrag stellen können.

Für den königlichen Beschluss vom 11. Mai 1987 wurde dieses Datum auf den 15. Mai 1987 festgelegt. Konkret bedeutet das, dass die betreffenden Personen spätestens bis zum 13. Juni 1987 einschliesslich Zeit haben, um ihren Antrag einzureichen.

3. *Wer kann einen solchen Antrag stellen?*

Der Antrag kann durch alle Mitglieder des Personals, die den zentralen Diensten des ehemaligen nationalen Wohnungsinstituts (Institut national du Logement) bei ihrem Transfer zur wallonischen Region am 1. März 1987 angehört haben, gestellt werden, vorausgesetzt, dass sie keine Beförderung oder Gradänderung in den Diensten der Exekutive erhalten haben. (Eine Ausnahme wird für die unter Anwendung des Prinzips der « *carrière plane* » erfolgten Beförderung gemacht.)

(1) Sie königlichen Beschluss vom 13. Mai 1985 bezügl. Transfer der Personalmitglieder des nationalen Wohnungsinstituts (*Moniteur belge* vom 14. Mai 1985).

#### 4. Können einen solchen Antrag nicht stellen :

- die Personalmitglieder die den Aussendienst des ehemaligen nationalen Wohnungsinstituts angehören;
- die zur Arbeit gestellten Arbeitslosen;
- alle anderen Personalmitglieder der Dienste der Wallonischen Regionalexekutive, die nicht unter Punkt 3 angeführt sind.

#### 5. Die zu befolgende Prozedur :

Die interessierten Personalmitglieder müssen die diesem Rundschreiben beigefügten Formulare benutzen. Sie erwähnen in ihrem Antrag den Organismus oder die Organismen öffentlichen Interesses dem oder denen sie zugeteilt werden möchten. Gegebenenfalls werden sie dieselben in der von ihnen bevorzugten Reihenfolge angeben.

Die vollständige Liste dieser Organismen befindet sich in Anlage n° 3 zu diesem Rundschreiben.

Eine andere im Antrag erwähnte Bestimmung kann nicht in Betracht gezogen werden. Bei der Bearbeitung des Antrags werden auch spezifische Wünsche wie der Vermerk einer anderen Residenz als Bruxelles-Capitale (Brüssel-Hauptstadt) oder eines bestimmten Dienstes innerhalb des betreffenden Organismus nicht in Betracht gezogen werden. Ein solche Spezifikationen enthaltender Antrag wird als gültig betrachtet werden, ohne diese Wünsche zu berücksichtigen.

Die Dienstvorschrift sieht in der Tat nur die Zuweisung an einen in Brüssel gelegenen, Organismus öffentlichen Interesses vor, den das Gesetz vom 28. Dezember 1984 nicht betrifft.

#### 6. Die mit dem Antrag verbundene Prozedur :

##### 6.1. Antragstellung :

Die Beamten müssen einen Antrag in doppelter Ausführung bei ihrem höchstrangigen Vorgesetzten, vom dem sie abhängen, einreichen.

Der eine wird den Dienstweg folgen und in den Dienst der Exekutive aufbewahrt werden. Das andere Exemplar wird gleichzeitig per Einschreiben bei der Post direkt an den Verwaltungsleiter gesandt werden, der den Antrag an den Ministerpräsidenten weiterleiten wird.

Das Datum der Abgabe der eingeschriebenen Sendung ist ausschlaggebend.

Diese Abgabe kann ab 15. Mai 1987 bis zum 13. Juni 1987 (einschliesslich) erfolgen. Die beiliegenden sind die einzigen durch die Personalmitglieder zu benutzenden Formulare (Anlagen 1 & 2).

##### 6.2. Gültigkeitsdauer des Antrags :

Die diesem Rundschreiben entsprechenden Anträge bewahren ihre Gültigkeit solange ihnen nicht entsprochen wird, solange sie nicht zurückgezogen werden, oder solange die betreffenden Personen nicht eine Beförderung erhalten haben, ausser wenn es sich um eine Beförderung unter Anwendung des Prinzips der « carrière plane » handeln sollte.

##### 6.3. Zurückziehen des Antrags :

Das Zurückziehen erfolgt nach derselben Prozedur wie die Antragstellung, in zwei Exemplaren.

#### 7. Einspruch :

Im Interesse des Dienstes kann der Antrag eines Personalmitglieds das einen Grad des Niveaus 1 besitzt, oder einen Grad eines niedrigeren Niveaus für welchen eine besondere Qualifizierung oder ein besonderes Diplom erforderlich ist, blockiert werden, und dies bis zur maximalen Dauer von 3 Jahren. Der Betroffene muss von dieser Entscheidung in Kenntnis gesetzt werden. Wenn er einen Grad des Ranges 10 oder darunter hat, kann er gegen diese Entscheidung bei der Berufungskommission (Commission de recours, Service d'Administration générale de la Fonction publique) innerhalb von 30 Tagen nach Ankündigung der Entscheidung Einspruch erheben (ministerieller Beschluss vom 5. März 1980, abgeändert durch den ministeriellen Beschluss vom 13. Oktober 1983).

Dieser Einspruch ist durch eingeschriebenen Brief bei der Post an « Services du Premier Ministre, Restructuration des parastataux, Commission des recours, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles » zu senden.

Der Ministerpräsident wird die Einsprüche übermitteln. Gegen die Entscheidung der Kommission kann keine Berufung eingelegt werden.

#### 8. Verwirklichung der Permutation :

Der Ministerpräsident ist beauftragt, für die konkrete Verwirklichung der Permutationen zu sorgen.

Zu diesem Zwecke wird er über die zuständigen Kontrolle ausübenden Minister einen Appell zum Einreichen von Kandidaturen in den nationalen Organismen öffentlichen Interesses richten, um die aufgrund dieses Rundschreibens gestellten, gültigen Anträge zu befriedigen.

Danach wird er Wartelisten der beiderseitigen Antragsteller aufstellen. Die Permutationen werden dann, in der Reihenfolge dieser Listen, zwischen Personalmitgliedern gleichen Grades erfolgen.

Der Ministerpräsident gibt die Namen der Personalmitglieder, die ausgetauscht werden können einerseits an die die Kontrolle ausübenden Minister bekannt, und andererseits an den Minister-Präsidenten der Wallonischen Regionalexekutive. Die zuständigen Behörden, jeden in ihrem Bereich, werden gleichzeitig einen Beschluss fassen, mit dem der neue Arbeitsplatz bestimmt wird.

Die so ausgetauschten Personalmitglieder müssen ihren neuen Posten innerhalb von 30 Tagen nach Ankündigung ihres neuen Arbeitsplatzes besetzen.

Es ist zur Kenntnis zu nehmen, dass in diesem letzteren Falle jeder Beamte das neue Verwaltungs- und Gehaltsstatut des Organismus, in welchen er permutiert worden ist, erwirbt, und das mit seinem vorherigem Arbeitsplatz verbundene Statut verliert.

#### 9. Nichterfüllte Permutationsanträge :

Wenn die Wartelisten keinen passenden Permutationskandidaten mehr enthalten, werden Personalmitglieder deren Antrag gültig geblieben ist, dem « Service de réaffectation du Ministère de la Fonction publique » zur Verfügung gestellt.

Sie werden dann den Verfügungen betreffs Arbeitsmobilität des königlichen Beschlusses vom 22. Oktober 1982 (mit den Ausführungsbestimmungen bezügl. Mobilität des Personals in bestimmten öffentlichen Diensten) gemäss neu affektiert werden.

Der Minister-Präsident,  
Melchior Wathelet.

## Anlage 1

Per Einschreiben an Herrn Generalsekretär J.-M. Quintin zu sendendes Exemplar,

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE  
rue Montoyer 3  
1040 Bruxelles

## PERMUTATIONSANTRAG

Im Rahmen des königl. Beschlusses vom 13. Mai 1985 (Art. 4, § 1)

Name und Vornamen : .....  
 Adresse : .....  
 Geburtsdatum : .....  
 Ursprungsdienst (für die transferierten Beamten) : .....  
 Grad : .....  
 Niveau : .....  
 Eigenschaft: definitiv, Stagiaire, temporär oder vertragsmässig (1)  
 Dienstalster : .....  
 (am 15. Mai 1987)  
 Dienstalster im Grad : .....  
 (am 15. mai 1987)  
 Eintrittsdatum im Dienst eines Ministeriums bei  
 Full-time-Arbeit ohne freiwillige Unterbrechung } (2) : .....

Der Unterzeichnete beantragt in den oder die folgende(n) Organismus(en) öffentlichen Interesses transferiert zu werden (3): .....

Datum : .....  
 Unterschrift :

Der Unterzeichnete, Chef des Personaldienstes, bestätigt, dass die vorstehenden Angaben richtig sind.

Datum : .....  
 Grad und Unterschrift :  
 (Dienststempel)

Eventueller ministerieller Einspruch  
 Ja / Nein

Datum der Ankündigung :

- (1) Unnötiges streichen.  
 (2) Nur für Personalmitglieder die nicht definitiv ernannt sind.  
 (3) Anlage n° 3 konsultieren.

## Anlage 2

Auf dem Dienstwege zu übermittelndes Exemplar

## PERMUTATIONSANTRAG

Im Rahmen des königl. Beschlusses vom 13. Mai 1985 (Art.4, § 1)

Name und Vornamen : .....

Adresse : .....

Geburtsdatum : .....

Ursprungsdienst (für die transferierten Beamten) : .....

Grad : .....

Niveau : .....

Eigenschaft : definitiv, Stagiaire, temporär oder vertragsmässig (1)

Dienstalter : .....

(am 15. Mai 1987)

Dienstalter im Grad : .....

(am 15. mai 1987)

Eintrittsdatum im Dienst eines Ministeriums bei Full-time-Arbeit ohne freiwillige Unterbrechung ] (2) : .....

Der Unterzeichnete beantragt in den oder die folgende(n) Organismus(en) öffentlichen Interesses transferiert zu werden (3) : .....

Datum : .....

Unterschrift : .....

Der Unterzeichnete, Chef des Personaldienstes, bestätigt, dass die vorstehenden Angaben richtig sind.

Datum : .....

Grad und Unterschrift :

(Dienststempel)

Eventueller ministerieller Einspruch  
Ja / Nein

Datum der Ankündigung :

(1) Unnötiges streichen.

(2) Nur für Personalmittglieder die nicht definitiv ernannt sind.

(3) Anlage n° 3 konsultieren.

## Anlage 3

## Liste der Organismen öffentlichen Interesses die von der Permutation betroffen sind

1. Krankheits- und Invaliditäts-Versicherungskasse;
2. Beistandskasse für unter belge Flagge fahrende Seeleute;
3. Nationales Amt der Pensionen;
4. Nationales Sozialversicherungsamt der provinziellen und örtlichen Verwaltungen;
5. Fonds für Arbeitsunfälle;
6. Fonds für Berufskrankheiten;
7. Nationaler Pensionsfonds für Minenarbeiter;
8. Nationales Institut für Sozialversicherung gegen Krankheit und Invalidität;
9. Nationales Amt für Familienbeilagen für Arbeiter und Angestellte;
10. Nationales Amt für Sozialversicherung;
11. Nationales Amt der Jährlichen Ferien;
12. Arbeitslosenzahlungen-Kasse;
13. Nationales Institut der Kriegsinvaliden, Kriegsteilnehmer und Kriegsopter;
14. Institut für tierärztliche Gutachten;
15. Nationales Institut für Sozialversicherungen der unabhängigen Werkstätigen;
16. Wegebau-Fonds;
17. Gebäudeverwaltung;
18. Geotechnisches Staatsinstitut;
19. Gesellschaft des Kanals und der Seefahrt-Einrichtungen von Brüssel;
20. Amt für Sozialfürsorge-Übersee;
21. Nationales geographisches Institut;
22. Zentralamt für soziale und kulturelle Tätigkeit zugunsten der Mitglieder der militärischen Gemeinschaft;
23. Amt für Auskünfte und Hilfe für die Familien der Armeemitglieder;
24. Nationales Amt für Milch und Nebenprodukte;
25. Nationales Amt für Landwirtschaft und Gartenbau-Absatz;
26. Belgisches Institut für Normalisierung;
27. Amt für die Kontrolle der Versicherungen;
28. Belgisches Amt für Wirtschaft und Landwirtschaft;
29. Nationaler Garantie-Fonds für Schulgebäude.